

Pourtant, particulièrement au niveau sous-régional, plusieurs organisations africaines qui aspirent à plus de responsabilité dans la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique ont été mises sur pieds pour mousser l'intégration économique régionale et, ainsi, favoriser le progrès économique et social du continent. C'est le cas de la CEDEAO, de la SADC ou de l'IGAD. Cependant, dans l'ensemble, les regroupements économiques sous-régionaux n'ont pas été à la hauteur des attentes quant à l'intégration économique en Afrique. Les obstacles sont nombreux. Ils incluent les facteurs dégagés ci-dessus qui affaiblissent les capacités des États africains. Mais l'intégration régionale en Afrique se heurte principalement à la faiblesse des économies africaines et de leur dépendance à l'égard de l'exportation de matières premières, la faiblesse des secteurs industriels et agricoles face à la concurrence des grandes économies. Il faut aussi noter le très bas niveau des échanges intra - régionaux et la persistance de barrières tarifaires ou non tarifaires due à une dépendance à l'égard des revenus douaniers.<sup>63</sup>

Toujours est-il que la persistance de certains déséquilibres dans le système économique international est un facteur pesant. En matière de commerce, notamment, les pays africains n'ont cessé de réclamer un accès aux marchés du Nord pour leurs produits, et reprochent aux pays développés un protectionnisme dans certains secteurs comme l'agriculture et le textile.<sup>64</sup> La question se pose à savoir comment concilier toutes les contraintes économiques qui pèsent sur les pays africains avec un rôle accru des organisations régionales africaines dans la promotion de la sécurité régionale qui passe par la sécurité humaine.

On ne peut également éluder le problème du rôle des intérêts privés et publics guidés par des considérations exclusivement commerciales dans l'instabilité et les conflits. C'est un problème étroitement lié à la question du contrôle du commerce des armes qui alimentent les conflits en Afrique mais aussi de l'exploitation et de la commercialisation des ressources naturelles, dont les diamants, qui jouent un rôle important dans le prolongement et l'extension des guerres, procurant des sources de revenus aux groupes armés et entretenant un cycle de prolifération des armes.<sup>65</sup>

Le manque de discipline et d'éthique dans les activités commerciales, en contradiction avec la promotion de la sécurité humaine, peut compromettre toute action visant à asseoir une paix et une sécurité durable en Afrique. S'il est évident que les pays africains ont une responsabilité dans la décrépitude de leur

<sup>63</sup> African Development Forum III, *Defining priorities for regional integration, consensus statement and the way ahead*, final document of the third African Development Forum meeting, Addis Ababa, 3-8 March 2002.

<sup>64</sup> Appel réitéré par plusieurs chefs d'État africains lors du dernier Sommet mondial de l'alimentation de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en juin 2002. Le président sud africain, M. Mbeki, a déclaré : « nous demandons instamment que tous les problèmes qui bloquent notre accès aux marchés du monde développé soient traités ». L'ensemble des discours est disponible sur le site de la FAO au <http://www.fao.org/worldfoodsummit>.

<sup>65</sup> Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international, *Assurer le progrès de l'Afrique et du reste du monde : un rapport sur les priorités canadiennes en vue du sommet du G8 de 2002*, Juin 2002 (Chapitre III Agir pour un nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique).